

Les API R2P (recherche des personnes physiques) et FICOBA (coordonnées bancaires) de la DGFIP.

24 juin 2021



La DGFIP dispose de millions de données, pour partie gérées au sein de référentiels majeurs, en particulier les référentiels des personnes (PERS) et des coordonnées bancaires (FICOBA). Certaines données sont d'ores et déjà échangées via des interfaces web ou des fichiers dans le cadre de conventions dédiées et sous réserve de dérogations au secret professionnel.

Depuis 2019, sont proposées sur le store de la DGFIP (<https://api.impots.gouv.fr>) :



API FICOBA pour valider des données bancaires des personnes physiques et morales



API R2P pour fiabiliser les données d'identification des personnes physiques et morales, en production depuis novembre 2020



Pourquoi une API FICOBA ?

Pour valider des données bancaires des personnes physiques et morales

Le Fichier des COMptes Bancaires et Assimilés (FICOBA) est un outil de la lutte contre la fraude, c'est la base nationale des comptes bancaires ouverts en France par les personnes physiques ou morales. Le fichier est alimenté et actualisé chaque mois par les banques.

La version actuelle comprend les données suivantes :

- les coordonnées de la banque qui gère le compte,
- l'identité du ou des titulaires ainsi que leur adresse,
- les caractéristiques essentielles du compte (numéro, type de compte, etc),
- les dates d'ouverture et de clôture.

Le fichier est en cours de refonte afin de moderniser les échanges et fiabiliser les données (Projet FICOBA3).



L'API FICOBA propose plusieurs types d'interrogations,
associés à un quota de sollicitations :

→ La recherche par identifiants : Interrogation de FICOBA avec un IBAN, avec l'identifiant fiscal ou avec un SIREN / SIRET selon la personne concernée).

→ La recherche par état civil avec ou sans adresse / dénomination avec adresse : recherche du titulaire à partir d'un état civil (avec ou sans adresse) ou à partir de la dénomination (raison sociale ou sigle ou enseigne) avec au moins deux éléments d'adresse.

Calendrier : 17 partenaires ont accès au bac à sable. La mise en production de l'API est prévue au dernier semestre 2021.



Pourquoi une API de Recherche des Personnes (R2P) ?

Pour fiabiliser les données d'identification ou faciliter les échanger des données de revenus avec la DGFIP.

Le principe : A partir des données d'état civil et d'adresse disponibles dans le logiciel du partenaire, l'**API R2P** (recherche de personnes physiques) permet d'obtenir des données d'identification complètes d'une personne connue dans le référentiel PERS (certifiées INSEE) et son adresse, puis ensuite si besoin, les revenus disponibles via l'**API Impot particulier**.

L'objectif étant de faciliter le recouvrement des créances et permettre l'affichage de ces créances dans le portail de la DGFIP (Espace particulier accessible dans le portail impots.gouv.fr). **Il est étendu aux besoins des organismes en charge de la lutte contre la fraude et des établissements bancaires pour les livrets réglementés.**



3 modalités d'appel : recherche par état civil complet, identifiant fiscal ou état civil incomplet et adresse.

Les données d'identification en retour sont : l'état civil complet certifié INSEE, l'adresse actualisée, l'identifiant fiscal (ex : pour les besoins d'échanges de données avec le SI de la DGFIP reposant sur cet identifiant).

Calendrier de l'API R2P : Les collectivités et leurs éditeurs de logiciels peuvent accéder aux données bac-à-sable depuis le 31 mars 2020 (99 partenaires y accèdent à ce jour). Les données de production sont disponibles depuis novembre 2020 (pour POLE EMPLOI et ACOSS).

A noter : S'agissant des accès pour les collectivités locales pour 2021, l'article 231 de la LDF assoit le fondement juridique. Un décret d'application précisera la nature des informations transmises ainsi que les modalités de désignation et d'habilitation des agents concernés (publication attendue en septembre prochain).

Le cadre réglementaire pour toutes les autorisations d'accès

L'accès à ces données est subordonné à une **dérogation au secret professionnel**.

Elle implique des autorisations spécifiques concernant :

- ▮ La nature des ressources accessibles pour le partenaire ;
- ▮ les critères de recherche autorisés / obligatoires ;
- ▮ la méthode de recherche (les modalités d'appel différent selon le besoin et la finalité de l'échange);
- ▮ les données restituées.

La convention précise :

- ▮ les conditions d'interrogation attribuées ;
- ▮ le nom de l'application à déclarer dans l'API management lors de la souscription ;
- ▮ les quotas.